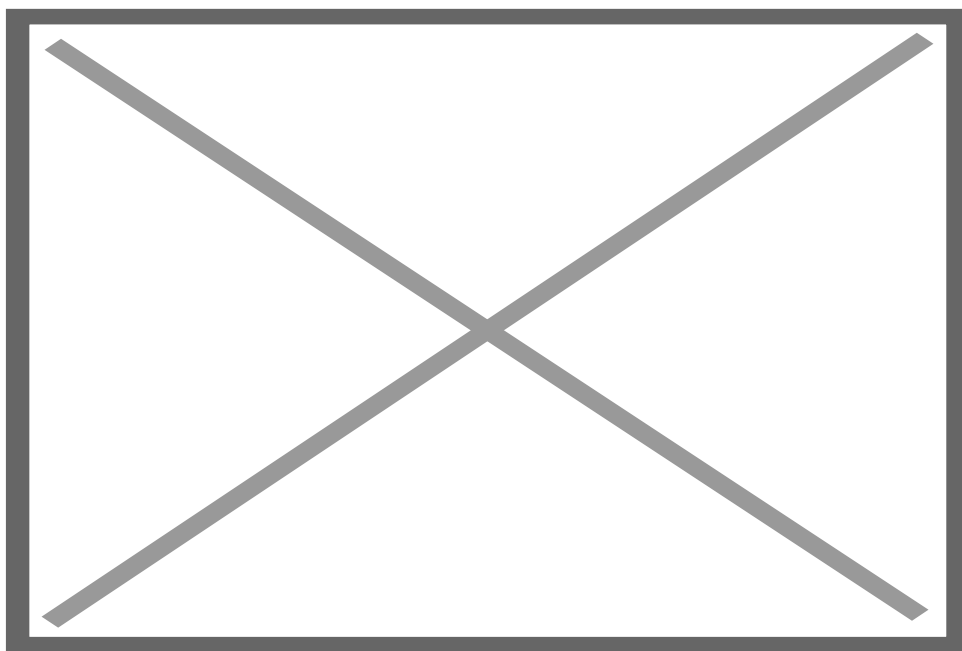


Réaffirmer la dimension politique dans le narratif palestinien

Description

Par Hazem Jamjoum le 12 septembre 2018



Note de l'auteur: Cet article lance le Cercle sur la politique du narratif et du discours d'Al-Shabaka, où une équipe d'analystes politiques d'Al-Shabaka travaillent par-delà les frontières pour s'attaquer à la question de savoir si les Palestiniens devraient avoir un unique narratif légitime et, si c'est le cas, ce qu'il devrait être. Le Cercle sur la politique d'Al-Shabaka est une méthodologie spécifique pour impliquer un groupe d'analystes dans une étude et une réflexion à long terme sur une question d'importance clé pour le peuple palestinien.

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP), jadis l'incarnation du mouvement de libération palestinien, s'est transformée de fait en une entité non souveraine qui l'Autorité palestinienne (AP) qui préside telle la gardienne d'un archipel de prisons en Cisjordanie occupée. La rupture provoquée par cette transformation s'est manifestée dans la société palestinienne à travers le monde par un ensemble de diverses fractures dans le narratif historique palestinien. À l'occasion du 25e anniversaire de la création de l'Autorité palestinienne, ce commentaire dresse le bilan de l'un des cadres les plus importants pour poursuivre la lutte de libération malgré la capitulation de l'OLP à Oslo, à savoir les approches à la libération fondées sur les droits, et en évaluant les pour et les contres.

Dans le contexte de collectifs de personnes, le « narratif » est « notre » histoire significative : qui nous sommes, d'où nous venons, où nous allons et pourquoi. Partout une domination

À travers le processus de libération, les courants nationalistes anticoloniaux arrivent invariablement sur le devant de la scène, souvent porteurs d'un narratif imaginant un idyllique passé pré-colonial (et national, de manière anachronique). Ce passé, selon le narratif, a été sectionné par la brutalité du colonisateur et ceci ne peut être vaincu que par une lutte anti-coloniale héroïque qui instaure la libération. Une telle libération est le plus souvent imaginée sous la forme d'un état indépendant, souverain et invariablement national.

Le « politique » est la manifestation du pouvoir dans le corps social. Aussi diffus que ce pouvoir puisse être, il s'agglomère autour d'axes spécifiques, en interaction, pour créer des hiérarchies complexes et concentrées de privilèges et de marginalité, conditionnant par là même le degré par lequel des groupes et des individus peuvent faire leur propre histoire ⁽¹⁾.

En fait, le politique est un lieu de lutte changeant constamment. Dans des contextes coloniaux, les axes nationaux et raciaux du pouvoir atteignent une telle primauté dans les narratifs tant du colonisateur que du colonisé que les sociétés coloniales et autochtones en sont comme aplaties : les structures internes de subordination, comme la suprématie mâle dans les deux sociétés, sont effacées du narratif national et renvoyées à une date future utopique, « le Jour de l'indépendance », où l'axe vu comme « principal » (lisez : colonial) de subordination cessera d'exister.

Dans la plupart des cas en Asie, en Afrique et en Amérique latine, la transition postcoloniale a impliqué la transformation d'un leadership de libération vers une nouvelle sorte de despotisme ⁽²⁾. Ces dirigeants se sont drapés dans le manteau de la lutte tout en menant les affaires corrompues de l'autoritarisme en tant qu'état souverain dans un contexte néocolonial et depuis les années 1980 également néolibéral. Pour les Palestiniens, ces nouvelles formes de domination et de paupérisation structurelles ne font qu'amplifier la brutalité d'une expansion coloniale continue qui n'a fait que s'intensifier avec l'ajout des structures de l'AP comme [première ligne de défense d'Israël](#) conformément au processus de paix d'Oslo.

L'approche fondée sur les droits : céder le politique à l'Autorité Palestinienne

Cherchant à sortir de l'impasse créée par les accords d'Oslo et du flagrant déséquilibre dans le pouvoir militaire et diplomatique qui a conduit à cet acte historique de soumission, certains Palestiniens stratégiquement implantés [dans le secteur en plein essor des ONG](#) ont vu des possibilités de libération dans le régime juridique international. Poussé par les horreurs de la seconde guerre mondiale, ce régime a mis l'accent sur le droit des individus et des collectivités à être à l'abri de la cruauté et de la domination arbitraires. L'adoption par les Palestiniens d'une stratégie « fondée sur les droits » pour contrer l'impasse d'Oslo visait à contourner le monopole international de l'Autorité palestinienne sur la représentation palestinienne.

L'approche a rassemblé des groupes et des individus de tout le spectre politique et institutionnel en un amalgame qui en est arrivé à se décrire comme une « société civile » palestinienne. Ce courant a évité de revendiquer la représentation politique des Palestiniens en se concentrant à la place sur leur représentation « civile », morale et légale. L'AP et la « société civile » ont donc entamé un dialogue [dabkeh](#) : un plaidoyer fondé sur les droits éviterait de marcher sur des orteils politiques, laissant l'AP choisir les campagnes conformes à son narratif de gardien des préoccupations nationales palestiniennes tout en gardant les pieds fermement plantés dans les

anti-principes pragmatiques de la partition et d'un perpétuel processus de paix.

Cette stratégie de la société civile fondée sur les droits a normalement des succès, comme en témoigne l'impact durable des campagnes de [Boycott, Désinvestissement et Sanctions](#) (BDS), malgré la crise de légitimité tant de l'OLP que de l'AP qui a gâché les dernières décennies de la politique palestinienne. J'insiste sur le mot « malgré » parce que la direction de l'AP a pris délibérément des mesures pour saper le travail de la campagne BDS. Les succès fondés sur les droits, cependant, ont un coût : en déplaçant l'accent vers des cadres idéalistes, la lutte palestinienne, du moins à l'échelle internationale, risque de perdre de vue sa nature fondamentalement politique.

Cela est illustré par la phrase « Nous exigeons le droit de retour ». C'est une formulation qui passe à côté du fait que les Palestiniens déplacés ont déjà le droit de revenir. La demande politique a pour but le retour effectif des Palestiniens déplacés, et avec lui, toutes les conséquences politiques pour un projet colonial qui refuse ce retour pour des objectifs d'ingénierie démographique de [la suprématie raciale](#). Si quelqu'un vous enlève, le problème n'est pas que votre droit à la liberté a été violé, mais que vous n'êtes plus libre.

Les implications plus larges de céder à « le politique » à l'AP sur les arènes internationales ne se limitent pas à la manière dont nous conceptualisons et formulons les objectifs de libération de la Palestine, comme d'exiger le retour vs d'exiger le droit au retour. Compte tenu de la primauté du nationalisme dans le narratif OLP-PA (« Nous sommes la nation palestinienne, nous avons droit à un État palestinien »), quels lieux avons-nous pour discuter de classe, de genre et de libération sexuelle au sein de la société palestinienne du monde entier ? Comment pouvons-nous nous relier aux luttes régionales et mondiales pour la justice socio-politique et comment voulons-nous qu'elles se relient à nous ? une question qui revêt une importance particulière puisque la plupart des Palestiniens ont connu les déplacements d'une [Nakba continue](#) et continuent de mener une lutte de libération au-delà des frontières du territoire sous contrôle colonial israélien.

À un certain niveau, l'accent exclusif sur le formalisme de la loi nous prive du langage et de l'espace pour réfléchir sérieusement à de telles questions. À un autre niveau, de tels cadres idéalistes ont un effet significatif pour déterminer avec quels mouvements et organisations politiques nous nous allions et, de manière cruciale, de quelle manière et sur quelle base nous forgeons de telles alliances et solidarités. L'Union américaine des libertés civiles (ACLU), bien établie, peut être un allié puissant et bienvenu pour endiguer la [vague de violations des droits constitutionnels](#) que les organisateurs de BDS, par exemple, affrontent aux États-Unis. Cependant, il existe une ligne claire au-delà de laquelle une institution professionnalisée avec un mandat idéologique comme l'ACLU ne peut aller : une ligne qui s'interrompt bien avant de mettre tout son poids en faveur d'une « cause aussi controversée » que la libération palestinienne.

Un mouvement populaire organisé comme les [Dream Defenders](#), d'un autre côté, n'est pas confronté à de telles contraintes. Il ne s'engage pas dans la libération palestinienne parce qu'il aurait été galvanisé par les nuances de l'exégèse juridique internationale pondue par la société civile palestinienne. Dans l'analyse de *Dream Defenders*, la lutte palestinienne est une lutte politique contre l'injustice coloniale raciste qui ressemble à l'État colonisateur raciste que les *Dream Defenders* affrontent dans leurs propres luttes et qui de plus jouit d'une « relation

spéciale » avec lui. La ligne de démarcation entre l'approbation institutionnelle et la solidarité dans la lutte est rarement fine : c'est la différence entre les contributions soigneusement calculées de la solidarité bien pensante et de la solidarité à risque-dans-la-marche de ceux qui n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes.

La politique fondée sur le droit, courtoise, de la loi et des institutions juridiques a offert à la « société civile » palestinienne un moyen de contourner l'impasse d'Oslo qui permet à ses dirigeants et à ceux de notre seul représentant légitime d'accéder à la bonne société⁽³⁾. Cela s'est fait au prix de devoir mettre la barre plus bas, c'est-à-dire dans une situation dans laquelle le régime juridique international détermine non seulement [le plafond de nos revendications politiques](#), mais aussi le langage que nous utilisons pour réfléchir à ce que la libération signifie pour nous et pour l'imaginer. Cette barre basse, ou la légalisation et la dépolitisation de la politique palestinienne, a fait que des institutions bien financées et hautement professionnalisées – celles qui, comme l'ACLU, ont le plus à perdre en termes d'accès, de financement et de migrations – propos des relations publiques – deviennent à la fois les partenaires de choix et les modèles de notre propre organisation politique, lorsque nous nous engageons dans un « plaidoyer » fondé sur les droits.

C'est une autre raison pour laquelle l'Autorité palestinienne ne perçoit aucune menace venant des campagnes fondées sur les droits pour son rôle de première ligne de défense vis-à-vis du colonialisme israélien : de telles campagnes opèrent avec la même logique, le même langage et les mêmes limites de compromis courtois que l'OLP a adopté en se métamorphosant en AP. Nous ferions bien de nous rappeler qu'aucune grande victoire palestinienne n'aurait pu être atteinte sans les sacrifices des pauvres Hanthallas de la société palestinienne – l'intérieur du territoire de la Palestine mandataire et au-delà. Même si certains portent maintenant des colliers Hanthala qui valent plus que ce que la famille de cet enfant réfugié avait pour subsister pendant plusieurs mois, cela ne devrait pas nous permettre d'oublier que chaque capitulation palestinienne majeure a produit des compromis courtois de la bonne société.

Prenons, par exemple, l'implication centrale des travailleurs et des paysans dans la grève générale de 1936 et le soulèvement armé qui a duré jusqu'en 1939, et le rôle des grandes familles de propriétaires terriens palestiniens pour mettre fin à ces deux mouvements de masse. On pourrait également comparer le service de renseignement libanais (le redouté *deuxième bureau*) que le mouvement de réfugiés palestiniens a attiré pour virer des camps dans le Liban de la fin des années 1960 au rôle actuel de « l'ambassade » de l'OLP au Liban, facilitant le rassemblement de renseignements et la surveillance des Palestiniens dans ce pays. Il est tout à fait pertinent pour le présent article de contraster le mouvement de masse des Palestiniens de tous les côtés de la « Ligne verte », mouvement qui a débuté dans les années 1970 et qui a culminé avec l'intifada en 1987, avec le rôle de l'élite palestinienne qui a poussé pour [la paix des braves](#).

Qu'en est-il pour les campagnes BDS ? En tout état de cause, il faut davantage de participation et de soutien à BDS, en particulier de la part de ceux qui reconnaissent leurs possibilités politiques et les limites de ses cadres juridiques. S'attaquer à la question de la sociopolitique des communautés palestiniennes, et a fortiori d'écarter de la politique des stratégies de libération et des « solutions », va bien au-delà du mandat des campagnes BDS. Les organisations BDS ne

prétendent pas, et de fait ne peuvent prétendre, être des organisations ou des parlements représentatifs. Et comme elles visent essentiellement des tiers à?? entreprises, fonds d'investissement, institutions culturelles, arrangements interétatiques à?? qui ne sont ni l'État israélien ni son régime palestinien collaborationniste, elles ne peuvent être tenues pour responsables des échecs du mouvement de libération en général.

Il est tout aussi important de comprendre que la tentative pour rendre Israël responsable moralement et juridiquement au niveau international n'est pas une politique en soi, ni de soi, encore moins une stratégie de libération. C'est une tactique auxiliaire qui, tout au plus, aide à équilibrer le terrain de jeu dans la lutte politique visant à mettre fin au projet colonial sioniste qui a établi un ethno-État exclusiviste et patriarcal sur la Palestine. Ce que j'ai voulu mettre en évidence ici, ce sont les pièges dans ce qui consiste à lever une tactique à?? utilisation de forums et d'institutions juridiques internationaux à?? appui des objectifs de libération à?? au statut de stratégie de libération. Il vaut la peine de noter ici que la tactique de la « lutte armée » jouissait d'un statut similairement élevé comme stratégie miracle qui libérerait la Palestine.

A la recherche du narratif de mobilisation politique pour radicaliser la libération

Comme nous l'avons mentionné, lorsque les mouvements de libération fondent leurs stratégies de libération et leurs discours sur des solidarités internationales institutionnalisées, ils sont forcés de respecter la langue et la logique de ces institutions. L'une des meilleures illustrations historiques de cela provient de l'expérience de l'OLP elle-même. Après la guerre de 1967, le principe de la partition de la Palestine a atteint le statut de « consensus international » à travers les interprétations de la [Résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU](#). Plusieurs pays arabes n'avaient que trop pressés d'intervenir pour contourner l'OLP et parler pour les Palestiniens en acceptant ce consensus au nom des Palestiniens. La partition a effectivement été définie comme la condition préalable à la reconnaissance internationale de l'OLP en tant que seul représentant légitime du peuple palestinien, et les dirigeants de l'OLP ont vu cette légitimité comme une condition préalable à la libération. En d'autres termes, Yasser Arafat n'aurait pas prononcé son [discours](#) sur « les armes à feu et les branches d'oliviers » à l'Assemblée générale des Nations Unies en novembre 1974 si la Ligue arabe n'avait pas [soutenu](#) l'OLP comme porteur du monopole politique palestinien au sommet de Rabat un mois auparavant. Cette reconnaissance, à son tour, n'aurait pas eu lieu si l'OLP n'avait pas officiellement approuvé la partition de la Palestine dans son [programme en dix points de juin 1974](#).

Même avec le bénéfice du recul, nous ne pouvons pas complètement reprocher à Arafat de reconnaître la faiblesse de l'OLP dans le déséquilibre international des pouvoirs, et les dangers de voir d'autres organisations plus puissantes usurper l'auto-représentation que les Palestiniens avaient tant sacrifié pour obtenir. De même, les organisateurs politiques palestiniens dans les années 2000 ont dû trouver un moyen de contourner la dure réalité, à savoir que le programme de 1974 avait déclenché la transformation de la direction politique palestinienne en une annexe de la puissance coloniale, tout en maintenant son monopole sur la représentation politique palestinienne. De même, étant donné qu'opérer dans le milieu de la société civile mondiale requiert le langage du droit international et du consensus international comme base commune de communication et de prise de décision, nous ne pouvons reprocher aux porteurs de drapeaux des campagnes fondées sur les droits de faire tout ce qu'ils peuvent pour se servir du consensus international sur les droits humains afin de tenir Israël pour responsable de ses violations.

Plutôt que de chercher une cible à blâmer, j'espère plutôt transmettre l'urgence à faire avancer les forums et les actions dans lesquels les questions politiques prennent une place centrale, au-dessus et au-delà des entraves d'un consensus au niveau des États ou international. Ce n'est pas un appel à rejeter complètement le droit international. Je prie plutôt de revenir à l'esprit originel de l'Intifada de 2000, alors que les dirigeants qui deviendraient la « société civile palestinienne » formulaient simultanément les débuts du BDS et les moyens d'utiliser le régime juridique international pour contourner l'impasse politique d'Oslo. En 2004, alors que la Cour internationale de Justice rendait son jugement sur les [conséquences du mur de séparation d'Israël](#), le désormais célèbre auteur China Miéville était en train de finaliser son livre [Between Equal Rights](#). Après s'être familiarisé avec la manière dont les organisateurs politiques palestiniens cherchaient à répondre à ce jugement historique, Miéville a ajouté ceci à son manuscrit avant qu'il ne soit mis sous presse :

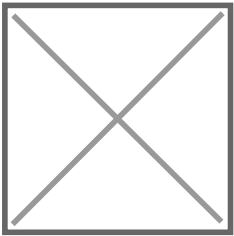
« Soucieux précisément de la réalité politique qui sous-tend la création et l'exposition du droit international, les Palestiniens sont prêts à bloquer eux-mêmes l'aspect « droit international » de leur très internationale victoire juridique et tenteront plutôt de l'utiliser pour mobiliser l'opinion publique extrajudiciaire. C'est comprendre que c'est la pression populaire en bas plutôt que le droit international qui représente le meilleur espoir pour la cause palestinienne, et que la décision juridique internationale la plus « progressiste » est d'autant mieux utilisée qu'elle quitte le champ du droit international. »

Le choix par Miéville de l'expression « opinion publique » représente les types de mobilisation politique de masse qu'à cette époque on désignait internationalement comme « la globalisation de l'Intifada » : une mobilisation qui allait bien au-delà de la lutte pour arriver à un État dans lequel les VIP palestiniens pourraient exploiter des « personnes très peu importantes » sans interférence coloniale. Globaliser l'Intifada était la politique des [manifestations de retour des réfugiés de 2011](#) et cela a été la politique des [Marches de retour](#) similaires mais beaucoup plus soutenues dans la bande de Gaza ces derniers mois. Une telle mobilisation a réduit en cendres le narratif fantaisiste de parvenir à la création d'un État grâce aux gentillesse d'un ordre international qui n'a jamais manifesté aucune inclination à appliquer ses propres normes morales et juridiques vis-à-vis d'Israël. Encore une fois, ce sont les pauvres Hanthallas qui ont mis leurs corps en première ligne pendant que ces beaux messieurs s'investissaient ce qui restait de leurs corps en lambeaux pour un meilleur service dans les salons VIP.

Il est temps que la politique qui sous-tend l'Intifada globale soit considérée comme primordiale pour façonner notre utilisation du droit international comme l'un des nombreux outils de lutte, et non l'inverse. Le narratif qui nous aide à voir et à agir clairement pour l'objectif de la mobilisation politique en faveur de la libération humaine doit occuper le centre de la scène et non le narratif qui fait parader notre statut national de victime fondé sur les droits devant l'aristocratie de la bonne société dans l'espoir que l'élite palestinienne puisse assurer une [bonne place](#), d'où jouir de l'orgie grotesque d'exploitation qui consume notre monde.

Notes :

1. L'importance de ces axes – comme la classe, le genre, la race, la compétence, la sexualité, etc – ne réside pas en ce qu'ils seraient des identités existant dans la nature, mais dans leur construction sociale comme des identités qui confèrent un statut à leurs détenteurs. En d'autres termes, leur importance est une fonction des rôles qu'ils jouent qui les rend significatifs comme catégories politiques, et non comme marqueurs individuels d'identité per se.
2. Une des analyses les plus profondes de cela reste celle écrite comme une prémonition : Frantz Fanon, « Mémoires de la conscience nationale », [Les Damnés de la terre](#) (Maspéro, 1961).
3. Dans un passage mémorable de l'autobiographie de Shafiq al-Hout (qui ne fait pas partie de la [traduction en anglais](#)), l'importante figure d'opposition de l'OLP raconte comment il a été réprimandé en plaisantant parce qu'il avait critiqué la quantité de temps passée par les dirigeants de l'OLP dans les salons VIP. Son blâme a cyniquement expliqué que l'accès de l'OPL aux salons VIP était le principal, sinon le seul, résultat positif du sacrifice des martyrs palestiniens.



Hazem Jamjoum

Membre du Cercle sur la politique d'Al-Shabaka, Hazem Jamjoum est éditeur du magazine al-Majdal, le trimestriel en anglais du Centre de ressource Badil à Bethléem, et est actuellement étudiant en 3e cycle à New York University. Son travail se concentre entre autres sur les approches politico-économiques au colonialisme israélien et la formation de l'élite palestinienne, et sur les critiques des « solutions » de management du conflit basées sur une partition.

Traduction : CG pour l'Agence Media Palestine

Source : [Al Shabaka](#)

date créée

2018/09/17